

Pouvoir d'emprunt—Loi

Quand on cherche à administrer selon les pratiques commerciales, l'on peut perdre de l'argent une année, mais on doit en économiser l'année suivante.

En 1970, M. Benson a perdu 372 millions et, l'année suivante, 702 millions. A cette époque, c'était déjà des montants considérables. Enfin, la dernière année où M. Benson a été ministre des Finances, le déficit a frôlé le milliard de dollars.

En 1972, l'honorable John Turner a pris la relève et amorcé le processus. En 1972-1973, il a présenté un budget déficitaire de 999 millions. En 1974, le déficit s'élevait à 1,733 millions et l'année suivante, en 1975, cette somme a presque quadruplé pour atteindre 5,463 millions. A ce moment-là, l'honorable John Turner a tiré sa révérence, de honte et d'humiliation peut-être, ou encore pour éviter de passer pour un membre du parti libéral. Quoi qu'il en soit, il a quitté la scène politique et, à l'heure actuelle, il est l'unique planche de salut pour le parti libéral et sa consécration devrait avoir lieu en juin prochain.

Vous me permettez de vous rappeler que, la première année de son mandat, l'honorable John Turner a perdu environ un milliard de dollars et que la dernière année où il a été chargé de nos finances, le déficit a atteint 5 milliards. Pendant ce temps, la dette était passée à 58 milliards de 45 qu'elle était au moment de son entrée en fonction.

Le remplaçant de l'honorable John Turner, l'honorable Donald Macdonald avait été candidat à la direction du parti libéral. Il n'a survécu que l'espace de deux budgets et réussi pourtant à porter le déficit à 6 milliards lors de son premier budget et à 10 milliards à l'occasion du second. Il est maintenant grassement payé pour examiner la situation financière du Canada. Il affirme qu'il ne doit pas se lancer dans la course à la direction du parti libéral étant donné ses fonctions au sein de la Commission Macdonald, qui enquête sur la situation économique du Canada. Monsieur le Président, cet ancien ministre devrait certes savoir comment s'y prendre pour s'endetter et se mettre dans le pétrin.

● (1600)

Il a été suivi par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien), qui a réussi à accroître le déficit, lequel est passé de 10.8 à 12.2 milliards de dollars. La dette brute a atteint 95 milliards de dollars sous son règne. Ce ministre était l'un des champions du Challenger.

Puis, cette litanie a été interrompue par une deuxième éclaircie. Au cours de l'année qui a suivi le passage au ministère des Finances de l'actuel ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, le déficit a diminué, passant de 12.2 à 11.4 milliards de dollars. C'est le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) qui occupait le portefeuille des Finances cette année-là. Cependant, les bonnes choses ne durent pas et son successeur, l'actuel vice-premier ministre (M. MacEachen), a présenté le pire budget de tous les temps. C'est devenu un truisme de dire qu'il a été le pire ministre des Finances depuis John Turner, bien que certains placent le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à égalité avec M. Turner. Je crois que le vice-premier ministre remporte la palme et que son triste budget devrait lui permettre de conserver la tête du classement pour toujours. Quand il a quitté la scène, la dette brute était de l'ordre de 134 milliards de dollars.

Par conséquent, il ne faut pas s'étonner, monsieur le Président, que nous hésitions à accorder au gouvernement le pouvoir de dépenser davantage. Le gouvernement veut emprunter 29.55 milliards de dollars; le simple citoyen a peine à imaginer pareille somme. On nous a dit quelle longueur atteindrait une chaîne de billets de \$100 totalisant cette somme, on nous a expliqué combien cela représentait à l'époque du Christ, mais j'ai encore de la difficulté à le faire comprendre aux contribuables.

Pour le gouvernement, ce projet de loi est commode, il lui permet d'accorder à certains ministres amplement de temps pour fignoler leur campagne à la direction du parti. Quand le premier ministre a annoncé sa démission, la bourse a immédiatement fait un bond, ce qui en dit long sur le bilan du gouvernement actuel. C'est assez typique de l'attitude réaliste des milieux boursiers. Le climat était plutôt incertain sous le règne du premier ministre et les spéculateurs s'attendaient à des jours meilleurs après sa démission. Quand ils eurent constaté que les deux principaux candidats à la succession étaient tous deux d'anciens ministres des Finances du gouvernement libéral, l'indice boursier est immédiatement retombé et il reste déprimé à ce jour.

On pourrait citer une foule d'exemples du gaspillage et des entreprises avortées du gouvernement actuel, monsieur le Président. Par exemple, le ministre des Pêches et des Océans (M. De Bané) a considérablement augmenté le budget de la campagne publicitaire visant à convaincre les gens de manger plus de poisson. Cette publicité semble bizarre sur la côte ouest, où l'on n'arrive pas à prendre assez de poisson pour satisfaire la demande. Pourtant, le ministre augmente les dépenses publicitaires. On peut s'attendre à voir des annonces exhibant fièrement un portrait du ministre des Pêches et des Océans.

Il y a aussi les nouvelles parues aujourd'hui au sujet du fiasco de Canadair. Nous pourrions perdre 3.5 milliards de dollars dans l'aventure du Challenger. En supposant que cette entreprise compte 3,500 employés, cela représente un million de dollars pour chacun d'eux. La compagnie aurait pu se permettre de leur accorder il y a six ans une prime de cessation d'emploi de un million, et nous en serions au même point aujourd'hui.

Il y a quelques jours, la firme Decima Research annonçait que les Canadiens souhaitent avoir pour premier ministre quelqu'un qui puisse comprendre leurs problèmes. Le premier ministre n'était pas très fort sur ce point, et je crains que son successeur ne soit dans le même cas.

M. Len Gustafson (Assiniboia): Monsieur le Président, cette demande d'un pouvoir d'emprunt de 29 milliards inquiète beaucoup tous les Canadiens, et plus particulièrement les agriculteurs. Nous avons un gouvernement, un ministre des Finances et un cabinet qui dépensent sans compter. La nouvelle que Canadair a coûté 3.5 milliards aux contribuables en est un exemple.

Le budget agricole du gouvernement s'élève à 1.26 milliard en tout, sur un budget de 100 milliards de dollars. Il faut se demander comment le premier ministre, le cabinet et le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) établissent leurs priorités. Non seulement chacun des contribuables canadiens mais chacun des agriculteurs—dont certains sont acculés à la faillite et beaucoup sont aux prises avec des problèmes financiers extrêmement graves—se demande sûrement aujourd'hui comment